

Introduction

Gilbert Coutaz, Gaby Knoch-Mund et Peter Toebak

Il fallait le faire, il fallait oser. Le programme de formation continue en archivistique, bibliothéconomie et sciences de l'information des universités de Berne et de Lausanne

Passer, après deux volées à succès et bénéficiaires, d'un certificat en archivistique et sciences de l'information¹ à un Master of Advanced Studies on Archival and Information Science (MAS AIS) de 200 à 600 heures, était courir le risque de l'insuccès.

D'une part, il fallait trouver des responsables de module, en plus grand nombre et de profils variés, alors que la communauté professionnelle suisse peine à s'investir dans l'enseignement, en plus de ses tâches ordinaires, d'autre part, il importait que la nouvelle filière suscite l'intérêt, à un moment où les offres de formation se sont multipliées et se disputent les titres. Et que dire du montant d'inscription l'ensemble de la formation, rédhibitoire aux dires des spécialistes des formations !

Les faits ont démenti les affirmations péremptoires et ont anéanti les propos pessimistes. La première édition a été un succès tant par le nombre de participants inscrits que par la diversité des profils représentés. Les objectifs de la formation² (dimension nationale, multilinguisme, multiculturalité, interdisciplinarité et interactivité) ont été plébiscités.

Le cursus offre des enseignements dans trois langues, allemand, français et anglais ; il livre des approches théoriques et pratiques des cultures administratives de Suisse alémanique et de Suisse romande et italienne.

Deux stages d'immersion à l'étranger, de quatre jours chacun, ont été organisés à l'Archivschule Marburg et à Paris à la Direction des Archives de France avec des visites à la Bibliothèque de France et à l'École nationale des chartes ; au-delà de leurs apports à la dynamique de groupe, ils ont fait éclater les cadres qui auraient pu être sans cela trop étroits ou réducteurs.

La volonté d'enseigner les derniers acquis et développements professionnels, le plus souvent avec le concours des personnes qui en sont les auteurs ou les acteurs principaux, à l'étranger ou sur le plan suisse, a donné la possibilité aux enseignés de

¹ Voir sur «cette étape obligatoire et de référence», Coutaz, Gilbert; Meystre-Schaeren, Nicole; Roth-Lochner, Barbara; Steigmeier, Andreas (éd.): *Actualité archivistique suisse. Archivwissenschaft Schweiz aktuell. Travaux du certificat en archivistique et sciences de l'information. Arbeiten aus dem Zertifikat in Archiv- und Informationswissenschaften*. Baden 2008, 288 p., en particulier p. 13–16. Graf, Christoph: *Universitäres Weiterbildungsprogramm in Archiv- und Informationswissenschaft*. In: Coutaz, Gilbert; Huber, Rodolfo; Kellerhals, Andreas; Pfiffner, Albert; Roth-Lochner, Barbara (éd.): *Archivpraxis in der Schweiz/Pratiques archivistiques en Suisse*. Baden 2007, p. 248–249. Knoch-Mund, Gaby: *Das neue Weiterbildungsprogramm der Universität Bern und die Anforderungen der Berufspraxis*. In: *Arbido* 2006, Heft 3, S. 66–69.

² Consulter le site «Formation continue en archivistique, en bibliothéconomie et en sciences de l'information» pour l'ensemble des informations, <http://www.archivstique.ch>, <http://www.archivwissenschaft.ch>.

s'informer aux meilleures sources et de vérifier les cheminements intellectuels des concepteurs.

Les fondamentaux des sciences de l'information ont été revisités à l'aune des expériences les plus récentes et des enseignements donnés à l'étranger, notamment dans le domaine de l'évaluation ; les nouvelles technologies et les systèmes d'information ont été privilégiés, sans que les aspects stratégiques et de direction soient oubliés.

Une incursion dans les sciences auxiliaires a permis de mettre en relation l'archivistique avec la diplomatique, la paléographie et l'histoire, et de mettre en perspective tous les enseignements donnés.

Le défi du MAS AIS a été de répartir 600 heures d'enseignement, donnés en principe chaque quinze jours, le vendredi et le samedi matin. Le découpage en trois blocs thématiques dont un d'enseignement de base, suivi de deux de spécialisation, et riche à chaque fois de 4 modules d'une durée moyenne de 40 heures, a permis de concilier les exigences de l'enseignement de base (niveau du certificat) avec celles d'un enseignement approfondi sur les méthodes, sur la gestion de l'information et sur les aspects théoriques et pratiques des procédés de l'archivistique, de la bibliothéconomie et des sciences de l'information. Un stage pratique de minimum de 20 jours est compris dans cette phase de la formation.³

Une attention a été apportée à l'équilibre des langues et à la bonne compréhension des enseignements, au travers de la mise en ligne d'une plateforme sur laquelle toutes les bibliographies de référence, les vocabulaires de base, les thèmes d'exercice et de discussion sont posés. La cohésion du groupe est assurée par des échanges permanents entre les participants au travers des groupes de transfert de connaissances qui se réunissent à dates fixes, et par l'organisation de formations sur plusieurs jours continus, comme une partie du module d'introduction et les deux séjours à l'étranger. La Direction des études a fixé des entretiens individuels avec chaque étudiant.

Il ne fait pas de doute que le concept de Bologne qui caractérise le MAS AIS est exigeant par les échéances qu'il fixe à chaque étape d'enseignement. Il impose des tâches régulières et contrôlées, à intervalles répétés, il demande une résistance sans faille des étudiants et des échanges permanents avec les responsables de modules. Force est de constater qu'au terme de la première volée, les attentes ont pu être satisfaites, chaque enseigné ayant respecté ses obligations et fourni un travail de certificat ou de master. Signe très favorable, une grande partie d'entre eux ont revêtu de nouvelles responsabilités ou ont changé d'emploi pour des compétences mieux valorisées et rétribuées.

La publication des travaux de master s'est imposée naturellement. Elle est la part directe du retour sur investissement. Elle offre un matériau de choix à la connaissance professionnelle, et un espace sans pareil dans les médias traditionnels. Elle atteste, s'il le fallait, le besoin de travaux dans les différentes composantes des sciences

³ Voir le règlement révisé et la brochure actuelle du Programme de formation continue en archivistique, en bibliothéconomie et en sciences de l'information (Certificate of Advanced Studies et Master of Advanced Studies in Archival, Library and Information Science), en ligne : http://www.archivwissenschaft.ch/MAS_ALIS_Studienreglement_2010.pdf; http://www.archivwissenschaft.ch/Broschuere_2010-12_dt_web.pdf; http://www.archivwissenschaft.ch/Broschuere_2010-12_frz_web.pdf.

de l'information, cela d'autant plus prégnant qu'il n'y a pas encore en Suisse de chaire universitaire d'enseignement d'archivistique et à un moment où les enseignements dans les sciences auxiliaires se raréfient et disparaîtront probablement sous les coups de boutoir des nouvelles attentes dans les domaines de l'enseignement de l'histoire contemporaine.

Tous les enseignements⁴ donnés n'ont pas de travaux de master correspondants et tous les travaux de master n'ont pas été choisis pour la publication. La nomenclature des travaux défendus est donnée aussi à la fin du livre avec le nom du responsable concerné. La sélection des travaux a été opérée à partir des meilleurs résultats, en veillant également à ce qu'elle reflète les différents enseignements et l'originalité des réflexions. Il ne s'agissait pas de reproduire à l'identique le contenu des travaux, mais de demander aux auteurs de reconsidérer leur sujet et de le repenser pour la publication.

Il ne fait pas de doute que la filière du MAS AIS est appelée à évoluer, en optimisant la succession des modules, en resserrant les matières sur les messages principaux, en donnant un espace temporel plus important à l'interactivité et aux enseignants dont le nombre doit être revu à la baisse. Le fait que chaque responsable de module et que chaque enseignant, ainsi que leurs méthodes d'enseignement soient systématiquement évalués par les participants et par la Direction des études, se révèle bénéfique. Certes, l'appréciation peut manifester selon les situations tout et son contraire. Mais le croisement des questionnaires et l'évaluation à plusieurs étapes du MAS AIS ont permis de souligner des constantes et des lignes de force. Des leçons ont été tirées pour la deuxième volée du MAS AIS et ont trouvé des réponses adaptées, avec notamment un engagement plus marqué des membres de la Direction des études qui entoure désormais chaque responsable de module et intervient directement dans le contenu des matières enseignées. Il s'agit pour elle d'harmoniser les approches pédagogiques, d'empêcher les redondances et de suivre un fil rouge, ainsi que la cohérence entre les matières à enseigner et le contenu des modules. Elle doit garantir les niveaux d'exigence.

Le MAS AIS, nous pouvons l'affirmer sans forfanterie ni démagogie, représente une véritable chance pour les sciences de l'information. Il est à l'image du pays dans lequel il s'inscrit et de la population qui le compose, plurilingue, de cultures différentes et bigarrées. Il se veut national, couvrant les besoins de chaque région linguistique, et répondant aux souhaits de chaque composante des sciences de l'information. Tout en traduisant l'ensemble de ces défis, il offre des passerelles, des convergences et des unités de doctrine.

Il fallait le faire, il fallait oser, nous nous trouvons dans la société de l'information et de la communication. Il fallait le faire, il fallait oser franchir le pas de la formation de niveau universitaire des personnes intéressées à entreprendre une formation complémentaire par rapport à leur première formation universitaire, ou à approfondir leur parcours professionnel dans les sciences de l'information, effectué à un moment où les certifications n'existaient pas. Il fallait le faire, il fallait oser tenter

⁴ Voir programme simplifié du MAS AIS en annexe.

de nouvelles formations pour que les professions de l'information gagnent en crédibilité et en légitimité. Il fallait le faire, il fallait oser afficher des ambitions élevées et profilées, sans rechercher la facilité et la popularité.

La publication des travaux de master constitue le véritable gage de ces convictions. Puisse nos convictions devenir vôtres! Le développement du MAS AIS doit être à terme l'affaire de tous, dans la mesure où il s'agit de préparer avec les meilleurs atouts la relève professionnelle.

Das Metier entwickelt sich. Die Masterarbeiten des ersten Studiengangs im Kontext aktueller Entwicklungen

Nachdem 2007 ein Handbuch⁵ und 2008 eine Auswahl von Zertifikatsarbeiten aus den Jahren 2002–2006⁶ publiziert worden sind, die beide in der Fachwelt wohlwollend rezensiert wurden,⁷ stellen wir in diesem Band eine repräsentative Auswahl gekürzter Masterarbeiten vor, die aus dem ersten Studiengang 2006–2008 des Weiterbildungsprogramms in Archiv-, Bibliotheks- und Informationswissenschaft der Universität Bern (ab 2008 in Partnerschaft mit der Universität Lausanne) stammen. Mit Befriedigung stellen wir fest, dass die Masterarbeiten aktuelle Themen und Überlegungen aufnehmen und die Diskussion der Informationswissenschaften in der Schweiz bereichern, weiterentwickeln und neu positionieren. Sie zeugen auch vom direkten beruflichen Umfeld der Autoren und Autorinnen. Wir besprechen alle ausgewählten Artikel kurz und spannen für einige Themen über diese hinaus einen etwas grösseren Bogen, wobei wir auf jüngere Fachliteratur und weitere Entwicklungen Bezug nehmen. Auf diese Weise hoffen wir, zusammen mit den Autorinnen und Autoren dieses Bandes, der universitären Ausbildung in Archiv-, Bibliotheks- und Informationswissenschaft und dem interessierten Fachpublikum neue Impulse zu geben.

Ganz allgemein zeigen die Arbeiten die Notwendigkeit auf, berufliches Handeln zu hinterfragen und zu vergleichen sowie sich interdisziplinär und interkulturell den Themen zu widmen.

Arthur Bisseger bietet zeitgleich zum Schlussbericht zur Memopolitik in der Schweiz von Peter Knoepfel und Mirta Olgiati, dessen Anfänge auf das Jahr 2005⁸ zurückgehen, seine Ergänzungen an, indem er exemplarisch die Überlieferungsbildung bei der Steuerverwaltung des Kantons Waadt ins Zentrum stellt. Der Autor überprüft die Beziehungen zwischen einer Archivpolitik der öffentlichen Verwaltung und der Bildung des dokumentarischen Erbes. Er stellt die Politik beziehungsweise die Ansätze des Public Management den Methoden und Theorien der Archivwissenschaft gegenüber. Er stellt Konvergenzen und Divergenzen fest und bringt das Resultat seiner Arbeit folgendermassen auf den Punkt: «Il paraît vain de vouloir calquer l'un sur l'autre»; und: «Les deux systèmes sont issus de cultures différentes et

⁵ Coutaz et al. (éd.), *Archivpraxis in der Schweiz/Pratiques archivistiques en Suisse*.

⁶ Coutaz et al. (éd.), *Archivwissenschaft Schweiz aktuell*.

⁷ Für Rezensionen, siehe Robert Kretschmar, in: *Arbido* 2008, Heft 3, S. 64 und Kai Naumann, in: *Archivar. Zeitschrift für Archivwesen* 62 (2009), Heft 1, S. 59–60.

⁸ Knoepfel, Peter; Olgiati, Mirta: *Politique de la mémoire nationale. Rapport final*. Chavannes-près-Renens 2009.

suivent une logique qui [est] leur propre». Doch hält er auch fest: «Ils sont bien plutôt à considérer en complément l'un de l'autre. La bonne maîtrise de l'un comme de l'autre permet un pilotage à la fois puissant (fondé sur des décisions politiques appropriées) et précis (usant d'outils adaptés aux besoins) des différentes activités nécessaires à la constitution raisonnée, maîtrisée et durable de la mémoire nationale». Geht es bei Arthur Bissegger um Strategien der Überlieferungsbildung, die im Studiengang ein besonderes Gewicht haben,⁹ so verweisen wir in Bezug auf die archivi-sche Kernkompetenz der Bewertung auf kantonaler Ebene, ebenfalls am Beispiel einer Steuerverwaltung erläutert, auf den Beitrag von Brigitte Schmid im Band der Zertifikatsarbeiten, den Arthur Bissegger hinzugezogen hat.¹⁰

Nicht ohne Risikobereitschaft, da er erst seit kurzem dort arbeitet, hat sich *Tobias Krüger* entschlossen, die Geschichte der Beständeübersicht des Staatsarchivs Solothurn und des «Registaturplans» der Staatskanzlei seit dem Jahr 1837 – dem Einführungsdatum des «Registaturplans» in der ganzen Verwaltung, die Gerichte und Gerichtskanzleien ausgenommen – zu schreiben. Beide beruhen auf dem Pertinenzprinzip und stammen aus einer Zeit, als hier – wie in anderen Kantonen – die beiden Funktionen des Staatsschreibers und Archivars noch in einer Person vereinigt waren. Der Autor lädt uns zu einem Rundgang durch mehr als 160 Jahre Archivpraxis ein, indem er jede wichtige Etappe des «Registaturplans» (1858, 1900, 1925, 1940, 1991 und ... 2011) festhält und den Wechsel zum Provenienzprinzip sorgfältig erläutert. Er untersucht die Stellung des Staatsarchivs mit Bezug auf die Herausforderung des Records Management und der elektronischen Archivierung. Seine Feststellungen stimmen mit jenen der Geschichte der schweizerischen Archivpraxis, wie 2007 beschrieben,¹¹ überein. Der Einfluss der Archivfunktion auf die tägliche Arbeit der Verwaltung sowie Handlungsspielraum und Aktivität des Archivs werden in den unterschiedlichen Zeitabschnitten und unter den verschiedenen Staatsarchivaren des Kantons Solothurn dargestellt. Sie tendieren erfreulicherweise zu einer Zunahme, seit das Archivgesetz im Jahr 2006 angenommen worden ist. Die Beiträge von Andrea Wild und Anna Beuchat-Petrova werden in diesem Zusammenhang aufzeigen, wie sehr Begriffe wie Klassifikation, «classement», «système de classement», Ordnungssystem, Registrierung, «enregistrement» auch in der modernen Terminologiearbeit von Bedeutung sind. Die Möglichkeiten, aber auch die methodischen Zwänge einer Klassifikation sind im elektronischen Bereich der Informationsbewirtschaftung noch lange nicht ausgeschöpft. Die historische Perspektive von Tobias Krüger ist gerade auch darum sinnvoll.

Denis Reynard, der in seiner beruflichen Tätigkeit direkt mit der Beziehung zwischen dem Staatsarchiv des Kantons Wallis und den Gemeinden konfrontiert ist, hat sich ohne Voreingenommenheit einer historischen Analyse dieses Verhältnisses bis in die heutige Zeit gewidmet. Es stellt sich heraus, dass das Staatsarchiv mehr perso-

⁹ Knoch-Mund, Gaby: Überlieferungsbildung – ein zentrales Thema im Weiterbildungsprogramm der Universität Bern in Archiv- und Informationswissenschaft. In: *Arbido* 2007, Heft 3, S. 83–88.

¹⁰ Schmid, Brigitte: Überlieferungsbildung aus Unterlagen einer Steuerverwaltung. Eine methodische und praktische Analyse am Beispiel des Kantons Zug. In: Coutaz et al. (Hg.), *Archivwissenschaft Schweiz aktuell*, S. 139–162.

¹¹ Coutaz et al. (Hg.), *Archivpraxis in der Schweiz*, S. 104–107.

nelle und finanzielle Ressourcen brauchen würde, dies auch im Vergleich zur Praxis anderer Kantone (Graubünden, Tessin, Waadt und Zürich). Das Staatsarchiv als Institution wird grundsätzlich bestätigt in seiner Rolle als Berater und Experte für die Gemeinden und deren Archive, doch ist diese je nach kantonaler Gesetzgebung etwas anders definiert. Ein stärkeres Profil und eine klare Wahrnehmung in der Öffentlichkeit sind notwendig. Neue Zusammenarbeitsformen mit den Gemeinden müssen institutionalisiert werden, besonders im Bereich der Aus- und Weiterbildung und der Herstellung von Findmitteln. Die Masterarbeit geht über die einfache Anwendung der Umfrageresultate und der erhaltenen Ergebnisse hinaus, indem sie breit auf die beruflichen Herausforderungen in der Erhaltung, Organisation und Entwicklung der Gemeindearchive eingeht. Beachtet man, dass die Gemeinden weiterhin eine wichtige Rolle im gesamten Staatsgebilde der Schweiz spielen, darf aus Sicht von Rechtsstaatlichkeit, Subsidiaritätsprinzip und Überlieferungsbildung nicht auf ein aktives und ausgebauten Gemeindearchivwesen verzichtet werden. Die Öffentlichkeit der Kommunen ist dafür zu sensibilisieren. Urs Lengwiler¹² und Andreas Steigmeier¹³ haben archivpraktische Vorgehensweisen und erste Resultate im Band der Zertifikatsarbeiten beschrieben.

Andrea Wild und *Anna Beuchat-Petrova* befassen sich mit einem wichtigen Aspekt des Records Management, nämlich mit der Terminologie. Terminologiearbeit, die Definition von Begriffen, wird meist nur nebenbei geleistet, so bei der Erarbeitung internationaler und nationaler Normen, zur Erklärung und Unterstützung von Weisungen und Regelwerken spezifischer Organisationen, Branchen oder Berufsverbände, während der Vorbereitung und Redaktion von Lehr- und Handbüchern sowie zur Ergänzung von Fachwörterbüchern, Enzyklopädien und klassifikatorischen Grundlagen. *Andrea Wild* bringt uns die möglichen Quellen der Terminologiearbeit näher. Zweifelsohne herrscht vielfach begriffliche Unklarheit. Diese fängt schon beim Hauptbegriff «Record» an. Handelt es sich um einen Datensatz (Informatik), um ein geschäfts- und rechtsrelevantes Dokument oder um ein Business- beziehungsweise Datenobjekt in einer Fachanwendung? Oder sind alle betroffen? Was ist der Unterschied zwischen Dokumentenmanagement und Records Management und wo ergänzen sich die beiden? Unterschiedliche nationale und kulturelle Traditionen spielen eine Rolle, zum Beispiel bei der Definition des deutschsprachigen Begriffs «Akte». Hier Klarheit zu schaffen, ist notwendig, vor allem auch, weil Design und Implementation des Dokumenten- und Records Management interdisziplinär angegangen werden sollen.

Fachfremde Sichtweisen spielen eine Rolle. Records werden leicht auf ihren Informationswert reduziert. Das Prozess- und Strukturwissen behält jedoch das Primat auf «item level» (Datenobjekt-, Dokumentebene) und «above item level» (übergeordnete Ebene, zum Beispiel Dossierebene). Records Manager, Archivare, Wirtschaftsinformatiker, Informatiker, Qualitätsmanager, Prozessmanager, Juristen und

¹² Lengwiler, Urs: Schriftgutverwaltung und Archivführung in kleinen politischen Gemeinden. Probleme und Perspektiven. In: Coutaz et al. (Hg.), *Archivwissenschaft Schweiz aktuell*, S. 46–64.

¹³ Steigmeier, Andreas: E-Records und E-Archivierung in Gemeindeverwaltungen. In: Coutaz et al. (Hg.), *Archivwissenschaft Schweiz aktuell*, S. 65–87.

Fachspezialisten sind involviert. Pragmatik (Prozesse), Logik (Semantik und Sigmantik), Struktur (Syntaktik, Tektonik) und Technik stehen im Mittelpunkt. Es ist gleichzeitig eine Organisations-, Informations-, Fach- und Techniksicht gefragt. Aktenproduzierende Stellen beziehungsweise recordserzeugende Organisationen müssen Prozess- und Datenregister aufbauen, wobei Standardisierung unerlässlich ist. Die innerbetriebliche Kommunikation, Kooperation und Koordination und die überbetriebliche Interoperation oder Coopetition (Vermengung von Kooperation und Wettbewerb)¹⁴ hängen davon genauso ab wie von der unterstützenden Hard- und Software. Es ist klar, dass die Involvierten eine gemeinsame Sprache finden müssen. Wir beobachten eine vergleichbare Entwicklung im ABD- beziehungsweise I+D-Bereich, wo Standards wie ISAD-G, EAD, DCMI, AACR, MARC, PREMIS und Protokolle wie OAI-PMH und Z39.50 entstanden sind und zunehmend breit umgesetzt werden. Die Informatisierung zwingt überall zur Abstimmung und «Einheit in Verschiedenheit»: Konvergenz auf höherer, abstrakter Ebene und (beschränkte) Differenz auf tieferer, konkreter Ebene.¹⁵

Letztlich steckt bei den Bezeichnungen (Sigmantik) und den Begriffen (Semantik) der Teufel im Detail. Sprachgrenzen, kulturelle Unterschiede, Strukturhaltung und Ortsgebundenheit, zu enge Beschränkung auf die eigene Fachdisziplin, Tradition und Zeitgebundenheit müssen erkannt und so weit wie möglich überwunden werden. In einem interdisziplinären, multidisziplinären Umfeld sollte dies gelingen. Auf die «Details» kommt es an. So können Dokumente Records sein, sie müssen es nicht; es hängt von der Geschäfts- und Rechtsrelevanz ab und von der Prozessrolle der Mitarbeitenden. Dokumente können betriebsinterner (Office-Dokumente, Datenobjekte in Fachanwendungen) oder betriebsexterner Natur sein (Bücher, Dokumentationen, Internet-Beiträge). Sie können in Bearbeitung sein und mehrere Versionen oder auch Entwicklungsstadien umfassen. Records können ihrerseits strukturiert sein («data records») oder unstrukturiert beziehungsweise niedrig strukturiert («documentary records»). Prozesse können laufend und die Prozessdossiers offen sein, während die ersten Prozessschritte und deren schriftlicher Niederschlag in Form von Daten- und Unterlagen-Records mit ihren Metadaten und Logfiles bereits fixiert sind. In einem solchen Spannungsfeld muss die Begrifflichkeit aufgebaut und eindeutig definiert werden.

Betont Andrea Wild die Methodologie, um zu klarerer Begrifflichkeit zu kommen, so akzentuiert *Anna Beuchat-Petrova* konkrete Herausforderungen der Terminologiearbeit. Natürliche Sprache, Polysemie, Mehrsprachigkeit, Präzision der Terme (Bezeichnungen) und Begriffe (Konzepte) sind nur einige der bestimmenden Faktoren. Da die beiden Arbeiten aus einem gemeinsamen Auftrag heraus entstanden sind, haben sie einen gemeinsamen Ausgangspunkt und kommen zu ähnlichen Ergebnissen. Diese Resultate sind auch ein Ausdruck der Interkulturalität des Weiterbildungs-

¹⁴ Rüegg, Johannes: Das neue St. Galler Management-Modell. In: Dubs, Rolf et al. (Hg.): Einführung in die Managementlehre. 5 Teile. Bern, Stuttgart, Wien 2004, I, S.90.

¹⁵ So Weber, Jürgen: The copy in hand. Voraussetzungen und Ziele exemplarspezifischer Erschliessung. In: Bibliotheksdienst, Organ der Bundesvereinigung Deutscher Bibliotheksverbände (BDB) 36 (2002), Heft 5 (Mai), S. 614–624. Koch, Walter: Gedanken zur Museumsdokumentation. In: Information, Wissenschaft und Praxis (NFD) 53 (2002), Nr. 6 (August/September), S. 327–332.

programms. Die Autorinnen blieben weitgehend auf vertrautem Boden. Ihr Verdienst ist es, dass sie uns eine formale und stringente Vorgehensweise in der Terminologiearbeit vermitteln, die sowohl für die deutsche als auch die französische Sprache gilt und exemplarisch für den Schweizer Kontext ist. Die Autorinnen waren im Rahmen ihrer Arbeit auf die Vorarbeit von eCH und GEVER angewiesen. Wie so oft können diejenigen, die als Erste mit der Formalisierung und Modellierung einer Managementdisziplin und eines Normengerüsts angefangen haben, spätere Entwicklungen beeinflussen, auch wenn Forschung und Praxis teilweise eine andere Richtung einschlagen.

Das Masterdossier ist als Konzept das Herzstück des Records Management gleich wie es der Prozess beim Prozessmanagement ist. Records Management muss systematisch so weit ausformuliert werden, dass es systemisch den Fachanwendungen, ERP-Systemen, Office-Systemen usw. hinterlegt werden kann und die Primär- und Metadatenerfassung faktisch (fast) nur noch über Vererbung und Regeldefinition erfolgt. Ein ausbalanciertes Gerüst von Prozesskategorien, Records-Serien, Prozessrollen, Prozess- und Dossiertypen drängt sich hier auf, während traditionelle Registraturpläne mit zu vagen Rubriken und zu offenen Glattablagen im elektronischen Bereich ausgedient haben. Die Arbeiten von Andrea Wild und Anna Beuchat-Petrova passen zu den Bestrebungen, das Dokumenten- und Records Management so auszubauen, dass die Echtzeiterfassung der Records im Alltagsbetrieb kaum noch ins Gewicht fällt. Diese Entwicklung ist in anderen, verwandten Bereichen des Daten-, Informations- und Wissensmanagements schon länger erkennbar. Ganzheitliche Ontologien mit Begriffen, Beziehungen, Rollen usw. und das Semantic Web (als Web 3.0 und Teil von Web 4.0)¹⁶ sind nur einige Beispiele. Somit bilden die beiden Artikel einen Referenzrahmen, um die Terminologiearbeit und die Standardisierung im deutschen und französischen Sprachraum der Schweiz weiterzuführen. Denn eines ist sicher: Weitere Entwicklungen auf Basis des Zurateziehens der vier Quellenkategorien von Andrea Wild sind abzusehen.

Martin Gränicher hat sich mit neuen Entwicklungen im Bibliotheksbereich befasst. Der hier publizierte Artikel zu aktuellen Entwicklungen bei Bibliothekskatalogen bringt eine fundierte, weit gefasste Darstellung zu sogenannten Web-OPACs, das heisst zu Online-Katalogen. Der Autor verzichtet auf die Darstellung des Katalogisierungsprozesses mit Datenformaten, Regeln, Normdaten usw., die er in seiner Masterarbeit ausführlich dargelegt hat. Sein Überblick über die neueste internationale Literatur ist umfangreich und zeigt gleichzeitig, wie sehr das Metier des Bibliothekars oder des Informationbrokers in Bewegung ist und wie rasch zuvor gewonnene Erkenntnisse durch die technische Entwicklung überholt werden. Durch Websuchmaschinen ist den Bibliothekskatalogen Konkurrenz erwachsen, zudem stellt Martin Gränicher fest, «wie zerklüftet der Informationsraum einer Universitätsbibliothek

¹⁶ Siehe z.B. die Übersicht von René Schneider in: Maier, Susanne: Runde Ecken für Bibliotheksangebote. Bericht zur 10. InetBib-Tagung «InetBib 2.0», 9.–11. April 2008 in Würzburg. In: Bibliotheksdienst, Organ der Bibliothek und Information Deutschland (BID) 42 (2008), Heft 6 (Juni), S.645–653 (Grafik auf S.649).

ist».¹⁷ Darum beschreibt er ausführlich die funktionalen Anforderungen an Bibliothekskataloge, die das Suchverhalten unterstützen sollen (zum Beispiel Relevance Ranking, Relevance Feedback, Unterstützung bei der Eingabe der Suchbegriffe, Ähnlichkeit oder Browsing), den Zugang zu Inhalt und Information erweitern und die Nutzung dieser Inhalte ermöglichen. FRBR (Functional Requirements for Bibliographic Records) und FRAD (Functional Requirements for Authority Data) sind Modelle, die auch in ihrem Vergleich mit den archivischen Erschliessungsstandards zu analysieren wären.

Der Autor meint, dass erst die Einführung von Resource Description and Access (RDA) im Jahr 2009 die Katalogisierungspraxis mit der «Erfassung von Entitäten und Beziehungen aus diesen [vorher genannten] Modellen auf eine neue Grundlage stellen» wird.¹⁸ Er skizziert die «Next generation»-OPACs als Bibliothekskataloge, die vom lokalen Bibliothekssystem abgekoppelt sind. Interessant sind besonders auch die grosse «Vielfalt» und die verschiedenen «beteiligten Akteure». Damit wird zum wiederholten Mal deutlich, dass zukünftige Trägerinnen und Träger von Entscheidungen in modernen Informationszentren über ein breites Wissen verfügen sollten und über eine stete Bereitschaft, dieses zu erweitern, sowie über kommunikatives Geschick, um mit Partnern aus Verwaltung und Privatwirtschaft zu verhandeln. Martin Gränicher erkennt Komplementarität und Konvergenz zwischen Web und Bibliothekskatalogen, wobei die wechselseitige Beeinflussung und neueste Bestrebungen der Bibliotheken, «ihre Daten da platzieren [zu] müssen, wo die Nutzer ohnehin ihre Informationen suchen», eine «Entkoppelung von Bibliothekssystemen und Nutzeroberfläche» zur Folge haben.¹⁹ Basis jeder Informationssuche und daher «unverzichtbar» bleiben aber strukturierte und konsistente bibliografische Daten und somit die Katalogisierung als Kernkompetenz der Bibliothekarinnen und Bibliothekare.

Schon länger zählen Bibliothekare und Dokumentalisten wieder vermehrt auf die Reintermediation und bekämpfen zunehmend erfolgreich die seit den Anfängen des Computerzeitalters vorherrschende Disintermediation. Ein systematisches und methodisch begründetes Vorgehen bleibt bei den traditionellen archivischen und bibliothekarischen Grundfunktionen Erschliessung beziehungsweise Katalogisierung sowie Bewertung beziehungsweise Selektion und Ausscheidung genauso notwendig wie beim Records Management. Hierauf machte Angelika Menne-Haritz bereits 2001 am Beispiel der archivischen Bewertung aufmerksam.²⁰ Auf ein gleiches Vorgehen setzt *Bettina Tögel* mit ihrer Masterarbeit. Sie behandelt die archivische Erschliessung, also das Ordnen und Beschreiben der Akzessionen und Bestände im Endarchiv. Der Kanton Zürich und dessen Staatsarchiv agieren gemäss Prinzipien

¹⁷ Gränicher, in diesem Band, S.103.

¹⁸ Ebenda, S.117.

¹⁹ Ebenda, S.123.

²⁰ Menne-Haritz, Angelika: Archivische Bewertung. Der Prozess der Umwidmung von geschlossenem Schriftgut zu auswertungsbereitem Archivgut, S.448–460. In: Kellerhals-Maeder, Andreas (Hg.): Überlieferungsbildung und Bewertung/Evaluation et formation des sources archivistiques, Schweizerische Zeitschrift für Geschichte/Revue Suisse d'Histoire/Rivista Storica Svizzera 51 (2001), Heft 4, S.413–534.

des New Public Management.²¹ Bettina Tögel erklärt die Vorgehensweise nach NPM-Regeln und gewährt der Beschreibung von Leistungszielen, Indikatoren und Kennzahlen zur Quantität und Qualität der Aufgaben viel Raum. Gerade letztere ermöglichen, dass Planung, Steuerung (Ingangsetzung), Realisierung und Kontrolle als Regelkreis in der Praxis funktionieren. Ihr Beitrag basiert auf zentralen Anliegen der Betriebswirtschaft und der Organisationslehre und macht klar, wie sehr sich die Archivwissenschaft mit den übrigen Managementdisziplinen «verständigen» muss. Ein Benchmarking zeigt erste Vergleiche mit Kennzahlen anderer Archive (Staatsarchiv Aargau, Staatsarchiv Bern, Landesarchiv Baden-Württemberg).

(New) Public Management, Organisationsentwicklung, Qualitäts- und Projektmanagement sind heutzutage viel diskutierte Themen im Archiv- und Bibliotheksbereich.²² Im Managementmodul geht das MAS AIS unter dem Aspekt der Strategieentwicklung und der Ressourcenpolitik ebenfalls darauf ein.²³ Eine aktuelle Ausgabe von *Arbido* bespricht Stand und Entwicklung von Management und NPM sowie den Modernisierungsbedarf in Archiven, Bibliotheken, Dokumentationsstellen und Informationszentren in der Schweiz.²⁴ Markante Positionsbezüge pro und contra NPM und dazugehöriges Outsourcing fehlen nicht. David Giauque (Université de Lausanne) sagt: «Les recherches montrent que l'outsourcing est synonyme de diminution du standard de qualité».²⁵ Jean Michel (freier Berater) geht noch weiter: «Je ne suis pas un adepte de ces visions réductrices des idéologues de la <gestion publique efficace> et j'ai eu à constater, lors d'audits récents en France dans de grandes institutions publiques, l'absurdité et l'échec de telles approches simplistes».²⁶

Öfters geht mit solchen Aussagen eine defensive Haltung gegenüber Modernisierung und dem damit verbundenen komplexen und schmerzhaften Änderungs- oder Change-Management-Prozess einher. Gute Beispiele von Outsourcing, insbesondere bei der Informationsbewirtschaftung von Unternehmen, sind uns genauso bekannt wie schlechte. NPM kann dabei ein Element der «Learning Organisation» sein. Neue theoretische Ansätze und seriöse Reorganisationen führen letztlich zu Aufschwung und mehr Ressourcen, wie Andrea Voellmin für das Staatsarchiv des Kantons Aargau festhält: «WOV [Wirkungsorientierte Verwaltungsführung] hat letztlich bewirkt, dass nicht nur für den Betrieb, sondern gerade auch für Entwicklungsprojekte Ressourcen bewilligt werden – und diese führen uns in die Zukunft».²⁷ Carol Couture wies ebenfalls darauf hin an seinem Eröffnungsvortrag zur Alumni-Vereinigung des MAS AIS anhand des engen Zusammengehens von Bibliothèque et Archives du

²¹ Zweifel, Josef: Modernes Archivmanagement. In: Coutaz et al. (Hg.), *Archivpraxis in der Schweiz*, S. 195–230.

²² Siehe beispielsweise www.toebak.ch, «Personal und Organisation» sowie «Finanzen und Infrastruktur» unter *Fachwissen 2007–*, *Archiv 1997–2001* und *Archiv 2002–2006*.

²³ Das Managementmodul 3c, unter der Leitung von Prof. P. Knoepfel am IDHEAP in Lausanne durchgeführt, ist nicht nur betriebswirtschaftlich, sondern stark politikanalytisch und strategisch ausgerichtet.

²⁴ Gillioz, Stéphane (Hg.): *Managemententwicklung und Personalführung im I&D-Bereich*. In: *Arbido* 24 (2009), Heft 1 (Februar), 48 Seiten.

²⁵ Ebenda, S. 17.

²⁶ Ebenda, S. 24.

²⁷ Ebenda, S. 9. WOV steht für Wirkungsorientierte Verwaltungsführung und für NPM.

Québec.²⁸ Wir stellen also fest, dass Managementtheorien von immer grösserer Bedeutung auch für Archive, Bibliotheken und andere Informationszentren sind und zur Kenntnis genommen werden müssen. Die Entscheidungsträger von ABD-Institutionen sollten nicht alle neuen Methoden unkritisch übernehmen, doch letztlich können sie politisch und finanzpolitisch nur agieren, wenn sie die Sprache, das Denken und das Handeln des Gegenübers kennen. Der Beitrag von Bettina Tögel ist in diesem Sinn exemplarisch, da sie klar macht, wie man betrieblich, personalpolitisch und archivisch verantwortungsbewusst vorgehen kann und sollte.

Management im Bibliothekskontext ist das Thema der Arbeit von *Simon Johner*.²⁹ Sein Verdienst ist es, ausgehend vom Fallbeispiel der Schul- und Gemeindebibliothek Grosshöchstetten, den Blick auf Strukturen und Organisationsformen zu richten. Wichtig ist dem Autor die Einbettung in die Bibliothekslandschaft, das heisst in den Kontext der öffentlichen Bibliotheken und weiterer Partner im Verbund. Nach der Beschreibung der Partner und Trägerschaften für Schul- und Gemeindebibliotheken geht er konzis auf wichtige Grundlagen wie Leistungsvereinbarung, Leistungsauftrag und Reglement ein. Der Autor versucht zudem, die theoretische Beschreibung und Begrifflichkeit bibliothekarischer Funktionen und Kernkompetenzen auf die Arbeitsbedingungen in einer kleinen, nicht wissenschaftlich ausgerichteten Bibliothek am Beispiel von drei verschiedenen Gemeindebibliotheken aus dem Raum Bern herunterzubrechen. Nach einer kurzen Analyse und der Evaluation neuerer Fachliteratur zeigt sich wiederum die Bedeutung von Standards und Normen, die pragmatisch und im jeweiligen Zusammenhang anzuwenden sind. Informationskompetenz und Kundenorientierung sind die weiterführenden Stichwörter. Der Autor hebt die Schul- und Gemeindebibliothek über ihre oft als bescheiden wahrgenommene Rolle hinaus, postuliert eine wissenschaftliche Beschäftigung mit diesem weit verbreiteten Bibliothekstyp, bemängelt Tendenzen zur Resignation und fordert Integration in grössere organisatorische und fachspezifische Netzwerke. Es ist sein Ziel, die Bibliothek zu öffnen, sie zu einem sozialen Ort und einem Zentrum des Lernens und der Leseförderung zu entwickeln. Damit schliesst Simon Johner an die im MAS AIS vermittelten Inhalte zu institutionellen und substanziellen Politiken nach dem Modell des Lausanner IDHEAP, dem Konzept des Rolex Learning Center der neuen Bibliothek der EPFL und bei internationalen Tendenzen an.³⁰

Isabelle Iser zeigt ihrerseits überzeugend, wie Archivwissenschaft interdisziplinär, nämlich mit Marketing und Imagepflege, angewandt werden kann. Sie be-

²⁸ Couture, Carol (Conservateur et directeur général, Direction générale des archives, Québec): Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Bilan d'une fusion après trois ans d'expérience (öffentlicher Vortrag, Universität Bern, 18.2.2009).

²⁹ Weitere Managementaspekte und -strategien werden in der Masterarbeit von Lisbeth Gomard zur «Entwicklung von Erwerbungspolitiken und Erwerbungsprofilen in wissenschaftlichen Bibliotheken. Perspektiven für die Bibliothek Erziehungswissenschaft der Universität Bern» dargestellt. Auch in dieser Arbeit geht es darum, theoretische Grundlagen mit strategischem Denken und praktischer Anwendung zu verbinden. Siehe Liste der Masterarbeiten am Schluss dieses Bandes, S.261.

³⁰ Siehe Knoepfel, Peter; Larue, Corinne; Varone, Frédéric: Analyse et pilotage des politiques publiques. Zürich, Chur 2006² (Analyse des politiques publiques, 2). Aymonin, David: Le Learning Center de l'EPFL, de la communication des documents au partage de l'information. Lausanne 12.7.2007 (Präsentation im MAS AIS, Modul 2c).

schreibt den Nutzen des Archivs für das Unternehmen. Was sie methodisch und inhaltlich ausführt, kann auch auf öffentliche Archive übertragen werden. Archivare haben der Trägerorganisation öfters viel mehr zu bieten, als sie selbst glauben. Die Autorin zieht reiche Fachliteratur in mehreren Sprachen heran. Generell und insbesondere im Teil zum inner- und ausserbetrieblichen Nutzen stehen History Marketing, Betriebskultur, Corporate Memory und Corporate Identity im Vordergrund. Auf divergierende Interessen im Spannungsfeld zwischen Glaubwürdigkeit, gesellschaftlicher Verantwortung und privatem Ursprung der Unternehmensunterlagen haben bereits mehrere Autoren hingewiesen,³¹ wobei die Pflichten der Wirtschaftsakteure bezüglich Transparenz und verantwortlichen Handelns hervorzuheben sind. Die Autorin schlägt die Brücke zwischen Archivwissenschaft, Betriebswirtschaft und Managementlehre. Historiografie, hier das Verfassen einer Firmengeschichte, und Sicherung von Unternehmensarchiven stehen in einem logischen Verhältnis zueinander. Eine positive Beziehung zwischen beiden drängt sich aus theoretischen und praktischen Beweggründen auf. Es bestehen Initiativen von Spezial- und öffentlichen Archiven in der Schweiz, der Arbeitsgruppe «Archive der privaten Wirtschaft» des Berufsverbands VSA/AAS und der «Arbeitsgruppe für Unternehmungsgeschichte» der Schweizerischen Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte (SGWSG),³² die Sicherung von Wirtschaftsbeständen proaktiv oder wenigstens reaktiv zu verbessern. So meint Isabelle Iser, die historische Rolle der Wirtschaft und der Industrie sowie ihrer Verbände könnte und sollte aktiver und besser sichtbar werden.

Abschliessend wird die Arbeit von *Sonia Abun-Nasr* besprochen. Die Autorin untersucht die Strategie für eine Informationsgesellschaft in der Schweiz und legt den Finger auf manch ungeklärte Frage, an erster Stelle auf den häufig verwendeten, aber unklar definierten Begriff der «Informationsgesellschaft». Hat Abun-Nasr in ihrer Masterarbeit erläutert, wie sich die «anfänglich breit definierte, auf verschiedene gesellschaftspolitische Aspekte ausgerichtete Zielsetzung der Schweizer Politik für eine Informationsgesellschaft [...] nach kurzer Zeit im Sinne eines Primats wirtschaftlicher Ziele [verengt hat]»,³³ so setzt sie in diesem Beitrag einen stärkeren Akzent auf die zu beteiligenden Archive und Bibliotheken. Sie stellt die Begrifflichkeit zur Informationsgesellschaft vor und bemängelt fehlende konzeptionelle Grundlagen, beschreibt «in diachroner Betrachtung» die Entwicklung der letzten zehn Jahre, die «nur eine geringe inhaltliche Konstanz aufweist», erkennt eine Verschiebung der Akzente auf eine zunehmende Ökonomisierung hin und fragt «nach den Konsequenzen der Politik für eine Informationsgesellschaft für die Arbeit in Archiven und Bibliotheken».³⁴ In ihrer Analyse folgt sie, vorbildlich dokumentiert, kritisch dem politikwissenschaftlichen Ansatz des IDHEAP.

³¹ Zum Beispiel bei Hagmann, Jürg: Archivische Bewertung in Bankarchiven, S.513–527. In: Kellerhals-Maeder (Hg.), Überlieferungsbildung und Bewertung. Kellerhals, Andreas (Hg.): Überlieferungsbildung und gemeinsame Verantwortung für Transparenz. In: *Arbido* 22 (2007), Heft 3, 88 Seiten.

³² Siehe Gisler, Johanna; Halbeisen, Patrick; Müller, Margrit: *Unternehmungsarchive – ein Kulturgut? Beiträge zur Arbeitstagung Unternehmungsarchive und Unternehmungsgeschichte*. Baden 2006.

³³ Abun-Nasr, Sonia: *Strategie für eine Informationsgesellschaft in der Schweiz. Eine zehnjährige Politik im Lichte empirischer Analyse*. Cahier de l'IDHEAP 248, Chavannes-Lausanne 2009, S.10f.

³⁴ Abun-Nasr, in diesem Band, S.28 und 40.

Absolventinnen und Absolventen des ersten Studiengangs in Archiv-, Bibliotheks- und Informationswissenschaft der Universität Bern. Diplomfeier vom 12. November 2008.



Die Berufe in Archiv und Bibliothek werden durch die Bezeichnung des Informationsspezialisten in den Studien zur Informationsgesellschaft nivelliert. Zudem würden die entsprechenden Institutionen in der Strategie für eine Informationsgesellschaft «mehr oder weniger nebenbei im Kontext der Aktionsfelder Kultur und Medien (neue Formen der Kultur), Sicherheit und Verfügbarkeit von Informationen sowie Umgang mit elektronischen Akten, Daten und Dokumenten angesprochen». Doch werden auf Bundesebene auch Schritte formuliert, um «das nationale kulturelle Erbe den Bürgerinnen und Bürgern mithilfe der NIKT [der Neuen Informations- und Kommunikationstechnologien] zugänglich» zu machen.³⁵ Manche Massnahmen scheinen uns heute selbstverständlich, doch es ging darum, dass die Politik den Wandel der «Objekte, auf welche sich die Überlieferungsbildung der Archive oder die Sammeltätigkeit der Bibliotheken bezieht», erkannte. Die Autorin wagt keine optimistischen Aussagen: «Über die künftige gesellschaftliche Bedeutung dieser Institutionen ist damit noch nichts ausgesagt – ihre Zukunft [ist] ebenso ungewiss wie die der Informationsgesellschaft».³⁶

Sonia Abun-Nasr betont, dass die Strategie für eine Informationsgesellschaft Archiven, Bibliotheken und Informationszentren keine tragende Rolle zuweist, doch *Arthur Bissegger* relativiert die Abstimmung zwischen Memopolitik, Public Management und Archivwissenschaft. *Denis Reynard*, *Simon Johnner* und *Isabelle Iser*

³⁵ Ebenda, S.41.

³⁶ Ebenda, S.44 und 45.

stellen ihrerseits einen Mangel an personellen und finanziellen Ressourcen für das Archiv- und Bibliothekswesen fest. Doch alle sehen auch Fortschritte und erwähnen positive Entwicklungen. Hier bieten *Tobias Krüger*, *Andrea Wild*, *Anna Beuchat-Petrova* und *Martin Gränicher* zudem realisierbare Anhaltspunkte und konkrete Vorschläge für theoretische Grundlagen, (Ordnungs-)Systeme, Tools und deren Anwendung, Bettina Tögel fügt einen interessanten Vorgehensvorschlag an. Wir sind darum nicht pessimistisch. Die Informationsgesellschaft entwickelt sich, und die Informationswissenschaften in all ihren Facetten bieten dazu Hilfestellung und Grundlage, was mit einer rein technischen oder technokratischen Betrachtungsweise nie erreicht würde.

Mit kompetenten, auf allen Niveaus unseres mehrstufigen Bildungssystems ausgebildeten Mitarbeitenden, Fachspezialisten und Kaderpersönlichkeiten kann ein wichtiger gesellschaftlicher Beitrag geleistet und ein geschärftes Profil der Informationswissenschaften kreiert werden. In diesem Sinne präsentieren wir eine Auswahl an Abschlussarbeiten, die ein breites Themenspektrum des universitären Weiterbildungsprogramms in Archiv-, Bibliotheks- und Informationswissenschaft der Universitäten Bern und Lausanne dokumentieren. Interkulturalität und Interdisziplinarität sind unabdingbare Elemente des MAS AIS (darum betonen wir auch in dieser gemeinsam verantworteten Einleitung die Zweisprachigkeit), für dessen Weiterentwicklung in Richtung Archival, Library and Information Science (MAS ALIS) wir plädieren. Interkulturalität und Interdisziplinarität sind deshalb auch Voraussetzungen für die Realisierung der Informations- und Wissensgesellschaft in der Schweiz.